

37. L'effort le plus récent de la Banque pour décrire les effets généraux des variations récentes des prix des produits de base sur la position des divers groupes de pays en matière de ressources a été décrit dans un document publié en mars 1974 et intitulé "Besoins supplémentaires en capitaux extérieurs des pays en voie de développement". Ce document a été communiqué aux délégations à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, et le Secrétariat peut certainement en procurer des exemplaires au Conseil.

38. La Banque met actuellement à jour ses analyses et projections, mais M. Hoffman ne peut pas encore annoncer à quel moment et sous quelle forme elle pourra publier de nouveaux résultats. Sur la base des documents dont il a eu connaissance, il ne pense pas que la position des divers groupes de pays en matière de ressources qui est indiquée dans le rapport de mars aura beaucoup changé au milieu de l'été 1974.

39. M. ZEGERS (Fonds monétaire international) déclare qu'il peut indiquer les projections du FMI sur l'évolution des paiements internationaux seulement pour 1974 et pour la balance des paiements courants, englobant les marchandises, les services et les transferts privés. Les chiffres qu'il va fournir sont cependant des estimations des balances des paiements courants faites sur la base de chiffres fournis par les douanes et ajustés pour tenir compte en particulier des délais de transport du pétrole.

40. Dans le cas des principaux exportateurs de pétrole, les chiffres ainsi ajustés font apparaître pour 1974 un excédent total de 65 milliards de dollars, en augmentation de 58,8 milliards de dollars par rapport à 1973. Ce chiffre de 65 milliards de dollars a été calculé selon l'hypothèse que les prix du pétrole resteront aux niveaux actuels pendant le reste de l'année 1974, et que les fournitures mondiales de pétrole varieront peu par rapport à 1973.

41. Pour un deuxième groupe de 16 pays industriels figurant dans les statistiques du FMI, la projection pour 1974 fait apparaître un déficit de 30,3 milliards de dollars, soit une variation négative de 40,9 milliards de dollars contre un excédent ajusté de 10,6 milliards de dollars pour 1973.

42. Pour un troisième groupe de 12 pays appelés dans les statistiques du FMI "Pays de production primaire plus

développés", et qui comprend par exemple l'Australie et la Nouvelle-Zélande, il y a un déficit projeté de 6,4 milliards de dollars, soit une variation négative de 7,5 milliards de dollars contre un excédent de 1,1 milliard de dollars en 1973.

43. Pour un quatrième groupe, celui des "Pays de production primaire moins développés", non compris les producteurs de pétrole, la projection fait apparaître un déficit de 20,9 milliards de dollars, soit une variation négative de 11,8 milliards de dollars contre un déficit estimé à 9,1 milliards de dollars en 1973.

44. Le total des estimations des balances des paiements que M. Zegers a mentionnées représente un chiffre positif de 8,8 milliards de dollars pour 1974. Cela est dû aux balances des paiements courants de pays qui ne font pas rapport au FMI, ainsi qu'aux erreurs et asymétries statistiques assez importantes qui sont inévitables dans les estimations de cette nature.

45. Enfin, M. Zegers précise que les projections qu'il a indiquées ont été faites il y a près de deux mois, et devront être révisées en fonction de l'évolution future. Il n'est pas possible de fournir à présent des estimations sûres pour 1975.

46. M. SCALI (Etats-Unis d'Amérique) remercie les représentants de la BIRD et du FMI pour leurs promptes réponses. Il s'étonne cependant que le représentant de la BIRD n'ait pas fourni des chiffres qui l'ont déjà été dans d'autres réunions. Il regrette aussi que la réponse du représentant du FMI porte sur une seule année. Mais les chiffres donnés par ce représentant — un excédent de 65 milliards de dollars pour certains pays en 1974, soit 58,8 milliards de plus qu'en 1973 — révèlent clairement l'ampleur de la crise financière causée par l'augmentation du prix du pétrole. Si quelques pays peuvent obtenir des sommes aussi fabuleuses en 1974, sans parler de 1975 et de 1976, cela va ébranler profondément la coopération économique internationale. Cette perspective devrait occuper une place centrale dans les délibérations du Conseil. Peut-être les pays industriels survivront-ils à des changements aussi cataclysmiques, mais qu'arrivera-t-il aux pays moins développés ?

*La séance est levée à 16 h 25.*

## 1903<sup>e</sup> séance

Vendredi 5 juillet 1974, à 10 h 10

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1903

### POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. MAHEU (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) présente le rapport de son organisation sur ses activités en 1973 (E/5518).

2. Parlant du rapport de l'UNESCO présenté en application de la résolution 1575 (L) du Conseil sur les résultats

atteints durant l'Année internationale du livre et sur la manière dont ces résultats peuvent contribuer à la réalisation des buts de la Stratégie internationale du développement (E/5468), M. Maheu déclare que ses auteurs se sont efforcés de définir les objectifs nationaux, régionaux et internationaux d'une stratégie mondiale du livre, à la lumière des conclusions des réunions générales d'experts qui ont précédé l'Année internationale du livre, et des enseignements de la campagne elle-même. Parmi les problèmes qui requièrent une approche internationale, il y a lieu d'appeler particulièrement l'attention du Conseil sur les paragraphes 92 à 102 du rapport, relatifs à la grave pénurie de papier dont souffrent notamment les pays en voie de développement, et dont le Conseil exécutif s'est déclaré profondément préoccupé. Cet état de choses risque, en effet, d'avoir de sérieuses répercussions sur la diffusion de l'éducation et de l'information, de la science, de la technologie et de la culture.

3. Les observations de M. Maheu porteront en premier lieu sur l'instauration d'un nouvel ordre économique et social mondial, et en second lieu sur le renforcement et le perfectionnement du système institutionnel des Nations Unies en vue de le mettre mieux à même de servir à l'instauration d'abord, au fonctionnement ensuite, de ce nouvel ordre mondial. Conscient de l'importance exceptionnelle des perspectives qui s'ouvrent à la coopération internationale, il signalait à l'attention du Conseil exécutif de l'UNESCO dès les premiers jours de sa quatre-vingt-quatrième session la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le Conseil s'en est saisi aussitôt et, après des débats qui ont montré tout l'intérêt qu'il portait à ces questions, il a adopté deux décisions : par la première, il inscrivait à l'ordre du jour provisoire de la Conférence générale un point intitulé : "Voies et moyens par lesquels l'UNESCO, dans les domaines de sa compétence, pourrait contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international" et il invitait le Directeur général à préparer, sur ce point de l'ordre du jour, un document que le Conseil exécutif examinerait au cours de sa quatre-vingt-quinzième session; par la seconde décision il recommandait à la Conférence générale d'envisager, lors de sa dix-huitième session, les modalités selon lesquelles l'UNESCO pourrait, dans le cadre des dispositions prises ou projetées par l'Assemblée générale des Nations Unies ou par le Conseil économique et social, participer à l'effort de réflexion commun visant à améliorer le fonctionnement du système des Nations Unies et invitait le Directeur général à présenter un rapport exposant ses vues et suggestions à cet égard; il recommandait en outre à la Conférence générale de prendre, à la lumière du débat sur la question, toutes mesures propres à promouvoir la participation de l'UNESCO dans les limites de ses compétences à l'effort commun visant à rendre le système des Nations Unies mieux à même de contribuer à l'établissement d'un nouvel ordre mondial plus juste, plus efficace et plus fraternel.

4. M. Maheu n'est pas encore en mesure d'indiquer avec précision la forme que prendra la contribution de l'UNESCO. De plus, jusqu'à ce que le Conseil en ait débattu et ait formulé à l'intention de l'Assemblée générale des recommandations concrètes, d'assez nombreuses incertitudes subsisteront tant en ce qui concerne les tâches

prioritaires que les moyens, et tout particulièrement les ressources financières et les mécanismes de participation des institutions spécialisées. Tous les éclaircissements qui pourront résulter à cet égard des délibérations du Conseil lui seront des plus utiles pour orienter les analyses et propositions qu'il a été chargé de préparer pour la Conférence générale.

5. A la lumière du projet de programme et de budget pour 1975-1976 et du tableau des objectifs pour 1977-1982, l'orateur peut cependant présenter certaines observations générales sur ce que pourra être le rôle de l'UNESCO dans cette entreprise. Sans doute y a-t-il lieu de penser que dans les opérations d'assistance d'urgence en faveur des pays les plus touchés par la crise économique ou par des désastres naturels, qui s'effectueront au cours des douze premiers mois, ce rôle sera secondaire. Outre que ses méthodes de travail ne se prêtent guère à ce genre d'interventions, une telle action devra s'exercer en priorité, selon toute apparence, dans des domaines qui ne sont pas de sa compétence, tels ceux des finances, de l'alimentation, de la santé. Cependant, l'UNESCO pourrait participer à l'effort commun, par exemple en aidant à organiser des campagnes d'information du public en vue de mobiliser les masses. Lorsque certaines détresses sont le produit de situations durables ou de facteurs récurrents, il importe que l'assistance d'urgence se double d'une action en profondeur qui s'attache non plus seulement à atténuer les effets, mais à remédier aux causes du mal. Tel est le cas des problèmes d'ordre naturel et humain qui affectent la zone sahélienne en Afrique ainsi que d'autres pays relevant de situation climatique similaire à travers le monde. Ce ne sont pas là des accidents, ni des épisodes. Leur solution requiert un effort soutenu dans le cadre de programmes à moyen ou à long terme et ces programmes devront de toute évidence comporter des recherches relevant des sciences naturelles et des sciences sociales et humaines, ainsi qu'une action de caractère éducatif et culturel concernant le comportement des populations, toutes choses pour lesquelles l'UNESCO apparaît particulièrement qualifiée pour promouvoir, d'entente avec d'autres organisations du système, une utile coopération.

6. Il est clair, de par la nature même de ses domaines d'activités, que la contribution de l'UNESCO sera plus importante lorsqu'il s'agira d'opération à plus ou moins long terme que d'une assistance immédiate. Le programme et les perspectives à moyen terme de l'UNESCO contiennent de nombreuses entreprises, souvent poursuivies depuis un certain nombre d'années, qui procèdent des mêmes préoccupations que le Programme d'action en général et le Programme spécial en particulier. S'agissant de ce dernier, on pourrait citer les activités ayant trait à l'alphabétisation, la formation technique, l'implantation et le transfert de technologie, l'information des masses, ainsi que le projet de convoquer en 1975 une conférence des ministres de l'éducation des pays les moins développés.

7. M. Maheu est persuadé que la Conférence générale n'éprouvera pas de difficultés majeures à orienter, dans le sens des principales lignes de force définies par la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, les propositions préparées au cours de l'hiver dernier concernant le programme du prochain exercice et les objectifs d'une

programmation ultérieure à moyen terme. Cette orientation est déjà assurée pour l'essentiel. Il suffira d'abord de renforcer ici et là certaines accentuations dans l'espoir que les ressources additionnelles importantes qu'il est permis d'escompter si le Programme d'action est appelé à mériter son nom permettront de donner une substance pratique aux projets essentiellement promotionnels du programme ordinaire de l'UNESCO et ensuite de veiller très précisément à ce que la mise en œuvre de ces projets soit poursuivie dans le cadre d'une action opérationnelle d'envergure.

8. Ce qu'il importe surtout de signaler, c'est que la contribution de l'UNESCO portera essentiellement sur l'aspect social des problèmes, dont on ne saurait trop souligner l'importance. Il est naturel que les débats de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale aient mis l'accent sur les questions et les résolutions économiques, parce que ce sont les facteurs qui conditionnent tout le reste, et parce que c'est la crise économique qui a sans aucun doute précipité la prise de conscience de la nécessité d'instaurer un nouvel ordre mondial. Mais la dimension sociale de l'entreprise est au moins aussi capitale que sa dimension économique, parce que le social est partie intégrante à la fois du développement et de toute œuvre de justice internationale. Le développement ne se ramène plus à la simple croissance et son évaluation ne se réduit plus à la seule notion de revenu moyen par habitant. C'est essentiellement un processus humain, dont l'homme est à la fois l'instrument et la finalité. C'est ainsi que des questions de caractère proprement social comme l'emploi ou la distribution du revenu national sont au cœur même de la problématique du développement et que des services sociaux de base comme la santé et l'éducation comptent au premier rang des besoins et des revendications prioritaires des populations.

9. Le mot "social" doit être entendu de manière à inclure l'aspect culturel. Le bien-être matériel ne saurait en aucun cas tenir lieu de développement; la dignité humaine importe au moins autant que le bonheur, et cette dignité dont avoir conscience constitue la culture n'a de sens qu'au regard des valeurs qui sont les raisons de vivre. Ce qu'on appelle la "qualité de la vie" définit cette double exigence de bonheur et de dignité, expression incompréhensible en dehors des normes de la culture et dans laquelle les jeunes générations voient de plus en plus le critère du développement véritable. Les problèmes de l'environnement ont brusquement acquis une immense importance, et ils mettent en cause la civilisation industrielle elle-même. Même si l'on reconnaît que, pour nombre de pays dont l'économie se situe encore très en deçà de cette civilisation industrielle, la croissance demeure un impératif pour remédier aux pénuries dont ils souffrent, il est tout à fait impossible que l'instauration d'un nouvel ordre de relations entre nations développées et en voie de développement néglige les considérations d'ordre socio-culturel que l'orateur vient d'évoquer. Aussi bien les graves difficultés d'origine culturelle auxquelles s'est heurtée l'aide à ces pays, notamment en matière de transfert de technologie, demeurent-elles chaque jour présentes à l'esprit pour rappeler, s'il en était besoin, cet aspect essentiel des problèmes du développement.

10. Le social est une dimension de l'ordre international tout autant que du développement national. L'orateur

parlait quelques instants plus tôt de dignité; il aurait aussi bien pu parler de "justice", objectif social par excellence. Le nouvel ordre mondial auquel on aspire, c'est essentiellement un ordre plus juste. Les promoteurs de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont abondamment insisté sur ce point. Mais la justice internationale ne peut se borner au plan des relations entre Etats; pour être réelle, elle doit affecter les peuples eux-mêmes en leur concrète condition. C'est dire que l'action internationale doit se préoccuper de cette condition. On ne saurait se satisfaire d'une situation où un Etat serait riche et puissant et ses dirigeants en mesure d'exprimer et de défendre leurs vues sur la scène du monde, si de larges couches de sa population demeuraient dans la misère, l'ignorance et la passivité. Il faut que la libération économique des Etats, acquise aussitôt après leur indépendance politique, s'accompagne d'une émancipation correspondante de leurs populations: telle est la définition même du progrès social.

11. Tels doivent être le but et la justification ultimes de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Tel doit être le sens de l'intérêt que les organisations rattachées aux Nations Unies, et notamment l'UNESCO, portent, dans leurs domaines respectifs de compétence, à la question des relations entre les activités des sociétés multinationales et l'autonomie et l'authenticité du développement national.

12. M. Maheu passe ensuite à l'autre thème principal de son exposé qui a trait aux mesures à prendre, conformément aux résolutions 1768 (LIV) du Conseil et 3172 (XXVIII) de l'Assemblée générale, afin d'améliorer et de renforcer le système des Nations Unies. C'est toutefois à titre personnel qu'il présentera ses observations sur cette question et ces observations ne seront que les conclusions de ses réflexions personnelles sur vingt-huit ans de service.

13. Un réexamen du système dans sa totalité est à la fois opportun et nécessaire. Aucun système d'institutions intergouvernementales n'a duré aussi longtemps. Non seulement il est de loin le plus complexe que l'histoire ait connu, mais jamais le monde n'a subi des transformations aussi considérables et aussi rapides qu'au cours des trente années qui se sont écoulées depuis la conception première du système. C'est donc une double raison pour s'interroger sur l'adéquation de l'instrument aux grandes tâches nouvelles de l'avenir.

14. Ni les constitutions des institutions, ni même les accords entre institutions ne sont en cause. L'idéologie humaniste sur laquelle reposent ces constitutions n'a rien perdu de sa valeur; bien au contraire, le monde devrait, plus fermement que jamais, y adhérer face au déferlement des intérêts et des passions fractionnaires de toute sorte qui menacent la famille humaine. Quant aux accords, il s'agit de dispositions formelles qui n'ont d'autre objet que de servir de cadre à la coopération concrète sans la définir; or c'est la substance de cette coopération, ses idées directrices et ses modalités pratiques, qui seules importent. C'est dans cet esprit réaliste que ses collègues du secrétariat de l'UNESCO et lui-même se sont attachés à répondre au paragraphe 13 de la résolution 1768 (LIV) du Conseil en présentant les vues de l'UNESCO (E/5476/Add.3). M. Maheu est profondément convaincu qu'au niveau de la réalité concrète, c'est tout le système des relations entre institutions qui doit être

réexaminé. Il désire en conséquence retirer la déclaration reproduite dans le rectificatif au document E/5476/Add.3 qui, par suite d'un malentendu, lui fait dire le contraire.

15. Les structures doivent être revues, l'aspect fonctionnel est plus important – méthodes de travail, approches des problèmes et conceptions directrices qui inspirent et guident la recherche des solutions et leur application. Voilà ce qui mérite d'être étudié de près, dans un esprit critique à la fois réaliste et ouvert à l'innovation.

16. Ce qu'il convient de renforcer et d'améliorer dans le système actuel, c'est la capacité de synthèse. Le traitement analytique des problèmes, sur le double plan de la pensée et de l'action, et par suite les performances des différentes composantes institutionnelles du système considérées séparément sont d'une manière générale fort satisfaisants. En revanche, la capacité du système de concevoir et d'agir comme un tout solidaire laisse beaucoup à désirer. Un effort sérieux doit être entrepris sans tarder pour remédier à ses défauts, si l'on veut que le système puisse s'acquitter de manière adéquate des tâches dont la synthèse doit lui revenir dans l'instauration et le fonctionnement d'un nouvel ordre économique et social mondial.

17. Les fonctions de synthèse du système doivent s'affirmer surtout dans l'appréhension des situations et des problèmes, dans la définition d'objectifs embrassant des activités spécialisées, dans les divers aspects de ces situations et de ces problèmes. A cette fin, le système doit être doté de mécanismes centraux permanents, tant pour le rassemblement et la synthèse de l'information que pour la conception des objectifs et des stratégies. Il faut qu'un centre de documentation et de prévisions intégrées et un personnel technique, tous deux de grande qualité, soient directement à la disposition du Conseil pour lui fournir toutes les données nécessaires afin de fonder ses décisions et pour lui servir de guide en vue de leur mise en œuvre, toutes précautions étant prises pour que ces mécanismes ne puissent pas être considérés comme des entités à part ou supérieures au système. La participation à ces organismes de la plupart sinon de tous les composants du système est essentielle.

18. La clef de la coordination effective des efforts dans un système aussi diversifié ne peut être fournie que par une programmation concertée des plans à moyen terme. Les projets à court terme ressortissent à un tout autre type de coopération, variant selon les situations et pour lequel il n'est pas nécessaire de formuler des principes généraux. Il est heureux que depuis quelques années déjà un bon nombre d'institutions spécialisées, et notamment l'UNESCO depuis 1969, se soient engagées dans la voie de la programmation à moyen terme, et qu'elles aient ainsi construit la base nécessaire à la concertation méthodique. A ce propos, M. Maheu appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité administratif de coordination (E/5488), qui coïncide sur de nombreux points avec celui de l'inspecteur Bertrand sur la planification à moyen terme dans le système des Nations Unies<sup>1</sup>. Une fois les questions et les problèmes de méthodologie générale éclaircis, la

question se posera des mécanismes à instituer pour assurer le fonctionnement régulier de la programmation à moyen terme concertée. Ces mécanismes devront être conçus de manière à pouvoir appréhender les problèmes généraux dans des domaines déterminés pouvant être traités dans le cadre du CAC. Il faudrait ensuite établir sur le terrain des mécanismes pour la programmation par pays en s'inspirant de l'expérience utile mais encore non concluante du PNUD en la matière.

19. Le système n'est qu'un instrument, et il ne saurait à lui seul produire une action. Ce qui compte, c'est la volonté politique des Etats que ce système a pour objet de rassembler et de servir. Il importe qu'elle se manifeste de la manière la plus précise possible au cours des mois qui viennent, de manière à exploiter au mieux les possibilités exceptionnelles de rénovation des relations internationales et aussi de manière à écarter les très sérieux dangers de crise économique.

20. Il est deux points sur lesquels il est particulièrement nécessaire que cette volonté se traduise en actes. Le premier, c'est celui des ressources, le second, celui de la négociation multilatérale.

21. Si l'on veut que les organisations rattachées aux Nations Unies soient en mesure de faire face à leurs responsabilités accrues, il est indispensable que leurs ressources soient substantiellement augmentées. Cette remarque s'applique en premier lieu à leurs budgets ordinaires qui sont la base et la condition même de leur compétence et de leur efficacité et sans lesquels elles ne peuvent indéfiniment accepter les charges des activités opérationnelles en constante expansion financées par des ressources extra-budgétaires.

22. En ce qui concerne les négociations multilatérales, le système remplit deux fonctions essentielles : offrir un forum où pourraient se dérouler des échanges de vues et d'idées, et être un dispositif d'institutions qui constituent autant d'instruments de planification et d'agents d'exécution de programmes pratiques de coopération internationale. Le système s'acquitte en outre de la tâche non moins importante qui consiste à promouvoir et à organiser des négociations multilatérales dans des conditions d'égalité. Au moment où on réfléchit à l'instauration d'un nouvel ordre international, il serait très opportun que les Etats expriment leur empressement à utiliser plus qu'ils ne le font les possibilités que le système leur offre à cet égard. Une telle négociation est absolument nécessaire avant l'ouverture de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale.

23. Pour conclure sur une note personnelle et puisqu'il s'adresse au Conseil pour la dernière fois en sa qualité de directeur général de l'UNESCO, M. Maheu tient à souligner que le système est le fait d'hommes et de femmes, représentants de gouvernements et fonctionnaires. Il est capital pour son fonctionnement harmonieux que ces deux groupes se comprennent, s'estiment et collaborent dans un climat de confiance. Il n'est pas moins important que les fonctionnaires comprennent que leur profession est d'abord et surtout une vocation. Quiconque prend du service dans les organisations rattachées aux Nations Unies le fait non

<sup>1</sup> ITU/REP/74/1. Distribué ultérieurement sous la cote A/9646.



seulement pour gagner sa vie mais parce qu'il a certaines convictions. C'est-à-dire qu'on ne peut s'en acquitter sans croire aux idéaux qui sont la raison d'être de nos institutions. En se fondant sur son expérience personnelle, l'orateur affirme que, dans leur très grande majorité, les hommes et les femmes qui ont le privilège de composer les secrétariats internationaux, non seulement sont compétents, dévoués et loyaux, mais encore qu'ils croient à ce qu'ils font. Cet élément de foi et de conviction est aussi important que les notions de rendement et d'efficacité. Il incombe à ces hommes et à ces femmes de servir jusqu'à la limite de leurs forces et il incombe aux gouvernements de leur donner chaque jour des raisons accrues d'espoir et de fierté.

24. Le PRÉSIDENT remercie profondément le Directeur général de l'UNESCO des longs et éminents services qu'il a rendus dans le cadre des institutions des Nations Unies, pour le plus grand bien de l'humanité. Il le fait avec une émotion d'autant plus sincère que M. Maheu se présente devant le Conseil pour la dernière fois.

25. M. SARDAR SINGH (Inde) dit que, parmi les tâches principales qui incombent au Conseil à la présente session, il lui faut arrêter un calendrier pour la mise en œuvre des décisions prises par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire et attribuer aux organes compétents des Nations Unies les responsabilités correspondantes. Les délibérations de la session extraordinaire ont montré que les difficultés économiques auxquelles le monde fait face ne pourront être surmontées que par une action concertée, dans le cadre d'une coopération internationale reposant sur l'égalité et l'équité. Le monde développé commence à comprendre qu'il ne peut pas continuer à fonder sa prospérité sur l'exploitation des ressources naturelles des pays en voie de développement et sur la misère de leurs populations. Les pays pauvres ont particulièrement souffert des récentes crises financières et économiques : pourtant, leurs intérêts n'ont joué jusqu'ici qu'un rôle marginal dans la recherche de solutions. Les justes exigences des producteurs de certaines matières premières, qui demandent à recevoir une rémunération plus équitable pour leurs produits, ont mis en relief l'interdépendance des nations. Les décisions de quelques-uns ne doivent plus déterminer le destin du grand nombre. Ce qu'il faut, c'est la volonté politique de rechercher des solutions efficaces aux problèmes de développement de toutes les nations, riches ou pauvres, développées ou en voie de développement. L'inflation est un phénomène mondial mais ses répercussions ont été particulièrement graves pour les pays en voie de développement dont les exportations de matières premières n'ont pas profité des récentes hausses de prix.

26. Le Conseil ne doit pas se borner à débattre de concepts théoriques : ses débats doivent être reliés à des problèmes réels et orientés vers la recherche de solutions. Une action immédiate et urgente s'impose pour empêcher l'effondrement économique des pays en voie de développement gravement atteints par la crise économique actuelle. La Déclaration et le Programme d'action adoptés par l'Assemblée générale peuvent, s'ils sont mis en œuvre rapidement et avec efficacité, aider à remédier aux injustices et aux faiblesses du système économique international. Ces deux documents sont le résultat de négociations

intenses et représentent un compromis qui ne prend pas pleinement en compte les besoins et les intérêts des pays en voie de développement. Il est donc d'autant plus regrettable qu'ils n'aient pas le plein appui de tous les pays développés. Le représentant de l'Inde demande instamment à tous les pays et à toutes les organisations représentés de s'unir dans un commun effort pour mettre en œuvre les mesures prévues. Il espère que les pays développés, en particulier, manifesteront la volonté politique d'agir avec courage et vigueur pour instaurer le nouvel ordre économique, car leurs propres intérêts coïncident, à long terme, avec ceux du reste de l'humanité. L'opulence ne saurait continuer à exister isolément au sein de la pauvreté.

27. De toutes les mesures arrêtées par l'Assemblée générale, c'est le Programme spécial de mesures d'urgence qui mérite de retenir le plus sérieusement et de la façon la plus pressante l'attention de la communauté internationale. Les secours d'urgence seront sans objet s'ils ne sont pas fournis rapidement. Le représentant de l'Inde se félicite que le Secrétaire général ait lancé un appel tendant à la fourniture d'une assistance d'urgence aux pays les plus gravement touchés et qu'il ait chargé M. Prebisch de diriger l'opération d'urgence. Il est indispensable d'assurer le maintien du volume des importations de ces pays pendant douze mois au moins, afin de sauvegarder leurs programmes de développement. Or, vu la forte augmentation des prix de certains produits d'importation, cela ne peut se faire que par un transfert de fonds en leur faveur. Le programme d'urgence devrait entrer dans sa phase d'exécution en août 1974 au plus tard. Une opération d'urgence soigneusement coordonnée est vitale pour permettre à ces pays de s'adapter. M. Singh exprime sa gratitude aux pays qui ont répondu en annonçant des contributions généreuses au programme d'urgence et il espère que les autres pays qui sont à même de le faire prendront bientôt des mesures en rapport avec l'ampleur du problème. Il ne faut épargner aucun effort pour aider le Secrétaire général à faire en sorte que les problèmes administratifs soulevés par la distribution des fonds dans le cadre du programme d'urgence soient réduits au minimum et que l'opération se déroule sans heurts et de façon efficace.

28. Il est évident que les pays en voie de développement les plus gravement touchés auront la plus grande difficulté à s'adapter à l'évolution de la situation; il leur faudra peut-être pour cela des années. Le Fonds spécial établi dans le cadre du Programme d'action n'est pas un fonds de développement, mais un moyen d'aider ces pays à rejoindre la route du développement. Il est regrettable que le Conseil ne soit pas saisi, à sa présente session, de propositions concrètes concernant les modalités de fonctionnement de ce fonds spécial. Le Comité *ad hoc* du Programme spécial n'a soumis qu'un rapport intérimaire (E/5555) donnant un aperçu des principales propositions faites et des vues exprimées. La désignation de l'organe directeur du Fonds spécial sera un important pas en avant. Le représentant de l'Inde espère que la portée, le montant et les modalités de fonctionnement du Fonds seront arrêtés d'urgence.

29. L'Assemblée générale a demandé que s'établisse une relation équitable entre les prix des exportations et des importations des pays en voie de développement. Cette question devra faire l'objet d'une étude approfondie de la

part de la CNUCED en vue de l'élaboration d'un plan intégré tendant à une amélioration progressive des prix des produits de base, compte dûment tenu du taux de l'inflation dans les pays développés et des besoins des pays en voie de développement. Cette amélioration devra se faire sur une large base et de façon ordonnée. Les consultations intergouvernementales en cours au sein de la CNUCED n'ont pas encore donné les résultats escomptés. Les pays développés se sont montrés réticents à prendre des engagements, sous prétexte qu'ils ne sauraient le faire que dans le cadre des négociations commerciales multilatérales qui doivent avoir lieu sous les auspices du GATT. Ces négociations n'ont pas encore commencé, malgré la décision prise à la réunion ministérielle de Tokyo en septembre 1973. Si l'on veut que les promesses faites aux pays en voie de développement soient tenues, il importe de mettre en œuvre d'urgence les mesures prévues dans la Déclaration de Tokyo, dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans le Programme d'action récemment adopté. L'élargissement récent des arrangements préférentiels entre pays développés et l'abaissement des droits de douane sur les produits industriels qui fera sans doute suite aux négociations commerciales multilatérales se traduiront par une grave érosion des avantages obtenus par les pays en voie de développement au titre du Système généralisé de préférences. Tout en se félicitant de la tendance à une libéralisation du commerce, les pays en voie de développement sont soucieux de ne pas en faire les frais. Le Système généralisé de préférences doit d'abord être pleinement mis en œuvre, ce qui suppose son application par les pays qui ne l'appliquent pas encore et une amélioration substantielle des schémas déjà en vigueur.

30. L'Assemblée générale a également présenté d'importantes recommandations concernant la réforme monétaire et le financement du développement. Le bon fonctionnement du système monétaire international est vital pour les pays en voie de développement, et une réforme, quelle qu'elle soit, n'aura guère de sens si elle n'améliore pas les conditions internationales du développement de ces pays. Ceux-ci se sont enfin vu concéder le droit de participer à l'élaboration de la politique monétaire internationale mais ils sont aussi en droit d'attendre de toute réforme du système monétaire mondial qu'elle corrige certaines des injustices qui les ont condamnés jusque-là à un faible niveau de développement.

31. Le Programme d'action met à juste titre l'accent sur la nécessité de promouvoir l'autonomie collective des pays en voie de développement et leur coopération mutuelle. Il existe dans tous les domaines, en ce qui concerne l'accroissement de cette coopération, d'énormes possibilités qui doivent être étudiées comme il convient. La quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a exprimé l'avis que la session extraordinaire que l'Assemblée générale a prévu de tenir en 1975 aux termes de sa résolution 3172 (XXVIII) devrait être consacrée exclusivement aux problèmes du développement, et notamment aux modifications structurelles à introduire dans le système des Nations Unies pour en faire un instrument de coopération économique internationale efficace. Certes, ces modifications structurelles s'imposent, mais l'Inde estime que la session extraordinaire devrait

porter essentiellement sur les problèmes de développement qui se posent dans la réalité et que l'Assemblée devrait y étudier les résultats de certaines conférences importantes qui se seront tenues dans l'intervalle, telles que la Conférence mondiale de l'alimentation et la Conférence mondiale de la population. Il n'est pas possible de s'attaquer aux problèmes de développement sans examiner en détail l'influence qu'exercent sur la stabilité économique internationale des facteurs aussi importants que la poussée démographique croissante et les pénuries mondiales de produits alimentaires, d'engrais et de matières premières.

32. On a attribué l'échec de la première Décennie du développement à l'absence de politique de développement. Cette lacune a été comblée et la communauté internationale s'est donné une stratégie de développement détaillée, avec des objectifs précis et un programme d'action commun qui doit permettre de les atteindre. Il ne manque plus que la volonté politique d'agir.

33. Il ne peut y avoir de sécurité économique collective dans le monde si la conduite des affaires économiques internationales n'est pas fondée sur l'équité. Or, dans ce domaine, l'exploitation des pauvres par les riches est encore la règle. Mais l'équité ne signifie pas l'égalité de traitement, qui n'est équitable qu'entre égaux. La sécurité économique collective implique l'octroi délibéré d'un traitement préférentiel dans les cas où cela est nécessaire pour corriger l'injustice économique et promouvoir un ordre économique mondial meilleur. La nécessité d'une assistance d'urgence mentionnée dans la note du Secrétaire général sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe (E/5531) est le symptôme de la mauvaise santé économique du monde. La sécurité économique collective doit rendre une telle assistance inutile.

34. Le Conseil a une responsabilité spéciale en matière de coordination des actions des organes des Nations Unies, lesquels ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre des décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire. Ces organes doivent être constamment améliorés afin de pouvoir tenir leur rôle dans le nouvel ordre économique mondial. L'interdépendance et une coordination appropriée sont nécessaires au bon fonctionnement du système des Nations Unies dans son ensemble, mais chaque organe doit jouir d'une autonomie suffisante pour pouvoir fonctionner sans entraves dans la sphère qui lui est propre. En cherchant à renforcer le rôle de coordination du Conseil, il importe de se garder de centraliser à l'excès la décision ou la direction en matière de coopération économique internationale.

35. Le rapport du Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales sur le développement et sur les relations internationales (E/5500/Add.1) revêt une importance particulière pour la présente session du Conseil. Le rapport propose un certain nombre de mesures à prendre par les gouvernements au niveau national. Cependant, ainsi que le Groupe de personnalités l'a reconnu, une action coordonnée est nécessaire au niveau international. Un code de conduite susceptible d'être accepté et approuvé par tous les pays devra être élaboré pour régler les activités des sociétés multinationales. Le

représentant de l'Inde accueille avec satisfaction la recommandation tendant à la création d'une commission des sociétés multinationales (chap. III). Le mandat que le Groupe a proposé de confier à cette commission paraît approprié. La commission devra s'occuper en priorité de la mise au point d'un cadre réglementaire. M. Singh appuie également l'idée de créer un centre d'information et de recherche sur les sociétés multinationales. L'existence, au plan international, de rouages institutionnels appropriés permettra au Conseil et à l'ensemble des organismes des Nations Unies de continuer à étudier de façon utile les activités et le rôle des sociétés multinationales. M. Singh espère que le Conseil prendra dès la session en cours les décisions nécessaires pour permettre à l'Assemblée générale de mettre en place dans le courant de l'année les arrangements institutionnels proposés.

36. A son avis, le Conseil doit avoir plus particulièrement présents à l'esprit, au cours de ses délibérations, les points suivants. De nouvelles mesures audacieuses s'imposent en ce qui concerne les prix des matières premières et des produits de base afin de renverser la tendance à la stagnation ou à la baisse que continuent d'accuser les prix réels de plusieurs produits exportés par les pays en voie de développement. Les efforts internationaux tendant à résoudre les problèmes alimentaires doivent tenir compte des problèmes spéciaux auxquels se heurtent les pays en voie de développement, surtout aux époques de pénurie alimentaire, et les pays développés doivent apporter à leur économie les aménagements nécessaires pour faciliter l'expansion et la diversification de leurs importations en provenance des pays en voie de développement. Il faut améliorer et élargir le Système généralisé de préférences et introduire en faveur des pays en voie de développement, dans les relations commerciales de ces derniers avec les pays développés, les principes de la non-réciprocité et du traitement préférentiel. Les pays en voie de développement doivent participer, sur un pied d'égalité, à la réforme du système monétaire international et un lien doit être établi entre les DTS et le financement du développement, compte dûment tenu de la charge que représente le service de la dette. Tous les efforts possibles doivent être faits au niveau international pour promouvoir l'industrialisation rapide des pays en voie de développement. Le transfert des techniques vers les pays en voie de développement doit s'améliorer qualitativement et quantitativement et il convient de veiller à ce que les technologies transférées répondent aux besoins et aux conditions propres à ces pays. Les activités des entreprises transnationales doivent être réglementées et contrôlées et les dispositions doivent être prises pour que les éléments qu'elles fournissent dans le cadre de transferts "globaux" soient conformes aux besoins du pays hôte. La coopération entre les pays en voie de développement doit s'accroître car leur développement devra, en dernière analyse, être le fruit de leur propre effort. Les pays en voie de développement les plus gravement touchés par la récente crise économique devront recevoir en temps voulu une assistance internationale, y compris des liquidités additionnelles, qui leur permettent de faire face à leurs besoins d'urgence. Le rôle des organismes des Nations Unies dans le domaine de la coopération et du développement international, ainsi que dans les domaines économique et social en général, doit être renforcé et rendu plus efficace.

37. M. BARCELÓ (Mexique) rappelle que son pays a toujours considéré que le rôle fondamental du Conseil économique et social est certes de promouvoir des mesures pouvant bénéficier à tous les peuples, mais surtout d'améliorer la qualité de la vie dans les pays en voie de développement en les aidant à résoudre les problèmes posés par la pauvreté, les mauvaises conditions sanitaires et l'analphabétisme. Les mesures à cet effet doivent avoir pour base le droit de tout Etat d'y recourir comme bon lui semble, à l'abri de toute forme de pression — économique, politique ou autre. Le Conseil doit apporter son total concours, aussi bien pour protéger les droits inaliénables de l'homme que pour favoriser le progrès économique et le développement du commerce international conformément aux intérêts légitimes de tous les peuples. Il importe donc au plus haut point que le Conseil joue pleinement son rôle dans la mise en œuvre des grandes décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire. Certaines questions, qui appellent une analyse plus poussée, devraient être renvoyées aux institutions spécialisées et aux organisations régionales, car c'est là que la coopération régionale est souvent la plus fructueuse.

38. Il faut se souvenir que les peuples du tiers monde sont inébranlablement résolus à déterminer leur avenir sur la base de leur souveraineté intégrale en ce qui concerne l'exploitation et la mise en valeur de leurs ressources naturelles, sur la base de l'affectation de leurs investissements intérieurs et extérieurs aux utilisations qu'ils jugent les plus appropriées; du contrôle du transfert des techniques selon des conditions viables; de l'assujettissement des entreprises transnationales aux objectifs de la Stratégie internationale du développement — et toutes autres questions liées à la réalisation d'un développement économique et social indépendant et autoentretenu.

39. Le Groupe de travail de la CNUCED chargé d'élaborer la Charte des droits et devoirs économiques des Etats a récemment achevé la mise au point de la version définitive du projet de la Charte. M. Barceló exprime l'espoir que le document qui sera approuvé par l'Organisation des Nations Unies énoncera les principes juridiques, économiques et politiques dont l'application est nécessaire pour résoudre la crise économique que le monde connaît aujourd'hui et pour améliorer les perspectives de développement du tiers monde. Ce sont ces principes qui constitueront la base du nouvel ordre économique. C'est bien ce que le Président du Mexique avait en vue à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement lorsqu'il a proposé l'établissement d'une telle charte.

40. Le Conseil économique et social doit intensifier ses efforts pour veiller à ce que les pays en voie de développement reçoivent une aide dans les domaines où ils en ont le plus besoin. Il faut pour cela qu'il rassemble des renseignements à jour tout en évitant de créer une pléthore de groupes d'étude. Les prochaines conférences mondiales de l'alimentation et de la population vont certainement envisager ces problèmes dans le contexte du développement économique global car, comme l'a fait observer le Président du Mexique, ce serait une erreur de penser que de tels problèmes peuvent être résolus séparément : l'explosion démographique est un aspect essentiel du sous-

développement et seul le développement offre le moyen d'y remédier.

41. Il est regrettable que l'ordre du jour du Conseil soit trop chargé pour permettre une discussion approfondie et que les documents aient été, de surcroît, distribués trop tardivement pour que les spécialistes des services gouvernementaux intéressés puissent entreprendre une analyse minutieuse des problèmes à l'examen. Cet état de choses sape les possibilités d'initiative du Conseil. C'est pourquoi la délégation mexicaine se bornera à exprimer ses vues sur un petit nombre de sujets d'importance fondamentale.

42. Le Mexique a réaffirmé son droit d'exercer une souveraineté intégrale et permanente sur ses ressources naturelles et sur les activités économiques les concernant. Sa législation nationale assure l'exercice le plus complet de ce droit : un certain nombre d'entreprises étrangères exploitant les ressources naturelles du Mexique ont été récemment nationalisées. Le Mexique demande instamment que tout différend lié à l'exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles soit réglé conformément à la législation nationale qui prévoit une indemnisation en cas d'expropriation. La délégation mexicaine appuie les dispositions qui figurent sur ce point dans la Déclaration de l'Assemblée générale. La souveraineté permanente sur les ressources naturelles offre aux Etats la possibilité de déterminer quels seront les secteurs essentiels de leur économie nationale et de décider de la portée et de la nature des investissements étrangers directs dans les différents secteurs de l'économie nationale. En ce qui concerne le Mexique, la législation actuelle relative aux investissements étrangers définit clairement le champ d'action de l'investissement étranger dans lequel elle voit un complément de l'investissement de capitaux publics et privés d'origine nationale et qu'elle cherche à harmoniser avec les objectifs nationaux en matière de développement. Judicieusement orienté, l'investissement étranger est particulièrement utile dans les secteurs où une technologie de niveau supérieur est indispensable pour produire des biens et des services concurrentiels destinés aux marchés internationaux, et les biens d'équipement nécessaires pour accélérer le processus d'industrialisation.

43. L'influence croissante des sociétés transnationales, qui résulte de l'internationalisation de la production, fait peser une grave menace sur la souveraineté nationale et rend nécessaire une réglementation des activités de ces entreprises. Au Mexique, la législation applicable aux investissements étrangers et au transfert des techniques vise aussi les activités des entreprises internationales. La délégation mexicaine appuiera la proposition tendant à créer, sous l'égide du Conseil économique et social, un organe chargé d'étudier les effets de ces entreprises sur le processus de développement. Elle approuve l'avis exprimé dans son rapport par le Groupe de personnalités, que l'investissement étranger ne doit pas remplacer l'assistance internationale. En ce qui concerne la recommandation du Groupe tendant à ce que les pays d'accueil mettent sur pied des services centralisés de négociation chargés de s'occuper de l'investissement étranger, le Mexique a déjà adopté des mesures allant dans le même sens en créant le Comité national des investissements étrangers et en instituant le registre national du transfert des techniques, et il se déclare prêt à faire

bénéficier d'autres pays en voie de développement des résultats de son expérience. L'ONU peut faciliter la tâche des pays en voie de développement en les aidant à passer régulièrement en revue les conditions des négociations avec les investisseurs étrangers. La délégation mexicaine reconnaît que les pays d'accueil pourraient, le cas échéant, prendre à l'égard des investisseurs étrangers des mesures analogues à celles qu'ils appliquent aux sociétés nationales. Des mesures de ce genre devraient faire l'objet d'un examen en vue de leur adoption dans un cadre régional. M. Barceló note avec satisfaction que le Groupe de personnalités a condamné sans équivoque toute ingérence des sociétés multinationales dans les affaires intérieures du pays d'accueil. Les pays métropolitains doivent se garder de se trouver impliqués dans des différends survenant entre les succursales de sociétés transnationales et le pays d'accueil.

44. La délégation mexicaine approuvera toute résolution qui reprendra celles des recommandations du Groupe des personnalités que le Conseil juge acceptables, en particulier la recommandation tendant à créer une commission des sociétés multinationales et un centre d'information et de recherche. La commission devrait dépendre du Conseil économique et social, et celui-ci devrait examiner la question au moins une fois par an.

45. Le Mexique approuve la proposition concernant un code de conduite des sociétés transnationales, à condition que ce code de conduite ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale du pays bénéficiaire. Il demande également que figurent dans le code les principes suivants, qui sont applicables aussi bien aux sociétés transnationales qu'à l'investissement étranger en général : l'investissement étranger doit compléter l'investissement national; il ne doit pas évincer des entreprises nationales ou s'engager dans des secteurs convenablement exploités par des entreprises nationales; il doit avoir une incidence favorable sur la balance des paiements et, en particulier, sur l'accroissement des exportations; il doit avoir un effet bienfaisant sur l'emploi, compte tenu du niveau des postes et du niveau de rémunération des travailleurs; il doit employer et former du personnel technique et administratif appartenant au pays d'accueil; il doit utiliser dans ses produits, dans toute la mesure possible, des éléments et des composants d'origine nationale; il doit financer ses opérations à partir de sources extérieures sans faire appel à l'épargne intérieure du pays d'accueil; il doit favoriser la diversification des sources d'investissement; il doit contribuer au développement de zones ou de régions du pays d'accueil d'un niveau de développement économique relativement moins avancé; il ne doit pas s'assurer une position de monopole sur le marché intérieur; il doit fournir les techniques les mieux adaptées aux conditions du pays d'accueil et favoriser la recherche et le développement d'une technologie nationale; il doit exercer une influence favorable sur le niveau des prix et la qualité de la production; il doit respecter les valeurs sociales et culturelles du pays d'accueil; il doit être orienté vers des activités présentant une importance économique pour le développement économique du pays d'accueil; il doit s'identifier aux intérêts du pays d'accueil; il ne doit pas perturber les structures de consommation et, de manière générale, il doit prêter son concours pour la réalisation des objectifs de la politique de développement du pays d'accueil.



46. Le Mexique, qui est membre du Comité de la science et de la technique au service du développement, a pris une part active aux travaux de la deuxième session de ce comité et à l'élaboration de ses projets de résolution. La délégation mexicaine appuiera donc toute décision que le Conseil pourrait prendre pour donner effet à ces résolutions.

47. De même, le Mexique a activement participé aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence mondiale de l'alimentation et la délégation mexicaine a exprimé l'opinion que la Conférence devrait surtout chercher à accroître la production et la consommation de denrées alimentaires dans les pays en voie de développement. La même délégation a en outre réaffirmé son intérêt pour la création d'une banque mondiale de l'alimentation, conformément à la proposition du Président du Mexique.

48. La première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement a mis en lumière les carences de la coopération internationale dans ce domaine. Il est essentiel que la communauté internationale, surtout les pays développés, atteignent les objectifs définis par la Stratégie en ce qui concerne l'aide au développement. On ne peut instaurer la stabilité s'il existe une disparité considérable entre les peuples. La délégation mexicaine exprime l'espoir que l'Assemblée générale, lors de l'examen de mi-parcours prévu en 1975, procédera à une révision des politiques et des objectifs de la Stratégie internationale du développement afin de combler l'écart qui sépare encore les nations nanties et les nations pauvres, réalisant ainsi les buts énoncés dans le préambule de la Charte des Nations Unies. Il faut en conséquence que le Conseil économique et social accorde la priorité à l'examen des mesures que le système des Nations Unies doit adopter à cet effet.

49. Le Mexique a joué un rôle dynamique dans les groupes de rédaction qui ont mis au point la Déclaration et le Programme d'action adoptés par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire. Le Mexique espère que le programme sera rapidement et effectivement appliqué, surtout en ce qui concerne les mesures concrètes comme l'expansion des échanges entre pays en voie de développement et l'amélioration des termes de l'échange de ces pays.

50. Les problèmes du logement sont un aspect vital du développement; dans les pays en voie de développement on compte moins de 50 logements pour 1 000 habitants, ce qui montre l'ampleur de l'action à accomplir rien que pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation, et à plus forte raison pour parvenir à l'améliorer. La délégation mexicaine estime qu'une action coordonnée dans le cadre de l'ONU faciliterait grandement la mobilisation de la coopération internationale dans ce domaine. Le problème est particulièrement aigu au Mexique, bien que l'industrie et la construction soit l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mexicaine et que le Gouvernement fédéral fasse de grands efforts pour assurer des conditions de logement décentes. Les pays en voie de développement ont besoin d'une assistance extérieure de toutes provenances pour allouer des ressources financières suffisantes aux industries locales de la construction et aux industries connexes et pour traduire dans les faits la résolution 2998 (XXVII) de l'Assemblée générale.

51. En 1973, l'économie mexicaine a suivi les orientations générales de la croissance caractéristiques de l'Amérique latine; son PNB a progressé de 7,5 p. 100, c'est-à-dire au même rythme que l'année précédente. Certains facteurs défavorables se sont manifestés, notamment la hausse de l'indice des prix et la détérioration des termes de l'échange. Les pouvoirs publics ont pris un certain nombre de mesures pour combattre l'inflation. Malgré les faiblesses de la production agricole et en dépit d'une situation intérieure défavorable, la valeur de la production industrielle a progressé de 10,7 p. 100 en 1973 et l'on prévoit pour 1974-1975 une augmentation sensible de la production agricole. En raison surtout de la crise économique, le déficit de la balance des paiements s'est aggravé, mais il a été quelque peu compensé par les recettes provenant du tourisme et des activités frontalières. Les exportations se sont accrues de 25,1 p. 100 et le Mexique a dépassé pour tous les aspects de la croissance les objectifs fixés par la Stratégie internationale du développement. En fait, l'Amérique latine a, dans l'ensemble, dépassé son objectif annuel moyen. Cependant, l'ONU a encore beaucoup à faire pour encourager la coopération économique internationale en persuadant la communauté internationale, en particulier les pays développés, d'accroître l'apport de ressources réelles destinées au développement.

52. Depuis vingt-cinq ans, le Conseil économique et social aide les pays en voie de développement, mais sans doute pas aussi rapidement qu'il pourrait être souhaitable. Certains de ses organes, notamment la CEPAL, ont fourni une assistance technique de haute valeur qui a facilité l'intégration régionale et le développement de divers pays. Cependant, si l'on veut que le Conseil économique et social donne la pleine mesure de ses possibilités, certains changements devront être opérés dans les structures, les attributions et les méthodes de travail. Le Conseil doit s'efforcer d'améliorer le niveau de vie général et de surmonter le sous-développement, en affirmant sa détermination d'aider tous les hommes et tous les peuples à accéder à l'indépendance.

53. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) déclare que la caractéristique essentielle de la situation économique dans la région de la CEE, où sont situés la plupart des pays développés du monde, est une pression continue sur les ressources qui a accéléré l'inflation dans de nombreux pays et en a obligé d'autres à réajuster leurs objectifs planifiés. Des événements récents sur les marchés des produits de base, surtout celui de l'énergie, ont aggravé la situation.

54. En 1973, tant les pays à économie de marché que les pays socialistes de la région ont atteint des taux élevés de croissance en matière de production, de revenu national et de commerce extérieur. Toutefois, ce niveau élevé d'activité économique atteint au milieu de 1973 a depuis lors décliné rapidement dans de nombreux pays, bien que l'on constate maintenant quelques symptômes d'amélioration. On s'attend que les pays à économie de marché atteignent en 1974 un taux de croissance économique de 1 ou 2 p. 100, avec une augmentation similaire pour les importations et une hausse quelque peu plus marquée des exportations. Dans les pays à économie planifiée, les taux de croissance, sauf quelques exceptions, tendraient aussi à fléchir.

55. L'inflation constitue peut-être dans les années 70 un problème aussi aigu que le chômage l'était dans les années 30. L'augmentation moyenne annuelle des prix à la consommation est passée de 2,5 p. 100 à la fin des années 50 à 15 p. 100 que l'on constate actuellement. Ce taux devrait encore s'élever en 1974, des hausses des prix de gros et des salaires n'ayant pas encore été répercutées sur les prix de détail. Les pressions inflationnistes s'intègrent dans les structures socio-économiques des pays développés et dans la structure économique et monétaire du monde en raison du mouvement en spirale des hausses de salaires et de prix dans une conjoncture de plein emploi, de niveau élevé de l'activité économique et surtout d'inflation anticipée des prix des matières premières et d'autres coûts. Le caractère international de l'inflation est dû au degré élevé d'interdépendance économique. De nombreuses barrières aux échanges et aux mouvements de capitaux ont été éliminées dans les dernières décennies et le commerce extérieur s'accroît plus rapidement que la production. Les courants de capitaux ont, eux aussi, augmenté d'importance. La valeur de la production internationalisée excède maintenant celle des exportations globales parmi les pays occidentaux de la région. Il en résulte que l'évolution actuelle du système économique international a pour effet d'étendre l'inflation à toutes les économies nationales. Le déficit de la balance des paiements du principal pays à monnaie de réserve a, sans aucun doute, favorisé l'inflation en augmentant les liquidités dans le monde entier, bien que certains de ses partenaires se soient jusqu'à une date récente abstenus de contrecarrer les hausses de prix par un relèvement des taux d'intérêt pour éviter de stimuler à l'excès les entrées de capitaux et d'intensifier l'inflation. Les fluctuations dramatiques récentes des cours sur de nombreux marchés internationaux des produits de base ont eu lieu dans le contexte de mouvements spéculatifs de capitaux, de mauvaises récoltes, de stocks appauvris de denrées alimentaires et de hausse des prix de ces denrées dans la dernière phase de l'inflation universelle.

56. Les pays à économie planifiée ont, eux aussi, été affectés par les hausses des cours des matières premières et des carburants sur les marchés mondiaux, en raison de leur participation accrue aux activités de ces marchés. Leur politique de stabilisation des prix au sein de la CAEM exige des ressources financières supplémentaires du fait de la hausse des prix à l'importation. Les subventions budgétaires, qui sont un des principaux instruments de cette politique, absorbent une partie de plus en plus grande du revenu national, ce qui limite les ressources disponibles pour les investissements et le développement.

57. Les données statistiques pourraient donner l'impression que la tendance qui est défavorable pour les pays développés a amélioré la situation des pays en voie de développement. En 1973, ces derniers pays ont augmenté leurs recettes réelles d'exportation de 8 p. 100, amélioré de 10,5 p. 100 leurs termes de l'échange et ajouté 11,5 milliards de dollars à leurs réserves monétaires; leur part des échanges mondiaux semble devoir atteindre 27 p. 100 en 1974. Cette amélioration est illusoire. Leurs termes de l'échange n'ont cessé de se détériorer pendant les deux dernières décennies. Les hausses récentes des cours des produits de base ont eu des effets très différents selon les pays. En outre, les hausses des prix à l'exportation

entraînent simplement une redistribution des recettes d'exportation et leur effet dépend de la façon dont ces recettes seront dépensées. Si elles sont investies pour augmenter la capacité de production dans les pays en voie de développement, il en résultera une véritable redistribution de la richesse et une aide au développement économique mondial. Si elles servent à procurer un abri financier, elles n'auront aucun effet de redistribution mais elles pourront exercer une influence défavorable sur la croissance économique mondiale. On constate déjà des symptômes d'un effet de ce genre dans le ralentissement de la croissance économique mondiale, ce qui à son tour pèsera probablement sur la demande d'importations et les cours des produits si le processus se poursuit. Par exemple, le montant supplémentaire que les pays de l'OCDE devront déboursier en 1974 pour le pétrole sera sans doute de l'ordre de 55 milliards de dollars, ce qui entraînera un déficit commercial de 35 milliards de dollars. Cela augmentera le coût des intrants industriels et pourrait pousser certains de ces pays à adopter des mesures économiques restrictives. Dans la conjoncture actuelle, les politiques économiques suivies par les gouvernements des pays développés jouent un rôle décisif. Une économie restrictive pourrait causer des dommages énormes à la croissance et à l'emploi dans l'ensemble du monde. En outre, les mesures classiques destinées à réduire la demande peuvent créer du chômage sans arrêter l'inflation. Seule une politique de croissance coordonnée au plan international et réellement coopérative peut avoir des effets bénéfiques pour tous. Les pays développés ne peuvent appliquer une telle politique qu'avec la coopération des pays en voie de développement et surtout des pays de production primaire. C'est dans ce contexte économique que les gouvernements sont invités à exécuter le Programme d'action adopté par l'Assemblée générale à la session extraordinaire qu'elle a tenue récemment.

58. Bien que la nature des problèmes économiques dans le monde impose des solutions globales, l'action régionale reste possible et même nécessaire. Dans les échanges Est-Ouest, la prédominance a toujours été donnée aux matières de base. A elle seule, l'énergie représente près du quart des exportations de l'Orient vers l'Occident. Cependant, on constate aussi des échanges technologiques importants, surtout ceux qui concernent l'utilisation efficace des matériaux et de l'énergie. Le développement de ces techniques profitera aussi aux pays situés en dehors de la région. De même, la croissance des échanges à l'intérieur de la région présente une importance vitale pour l'économie mondiale dans son ensemble. La CEE s'est toujours attachée à la question de la coopération économique entre pays ayant des régimes économiques, politiques et sociaux différents, et cette coopération continue à être pleine de promesses. La situation politique dans la région, que symbolise la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, est favorable à la coopération économique nécessaire pour créer un nouvel ordre économique mondial.

59. M. IGLESIAS (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) se référera à trois points : certains aspects du développement économique en Amérique latine en 1973, l'effet de la crise économique mondiale sur l'Amérique latine et les possibilités d'un nouvel ordre économique mondial.

60. En 1973, l'Amérique latine a maintenu son taux de croissance à une moyenne de 7,4 p. 100, grâce surtout à l'expansion des secteurs industriel et minier. La valeur en dollars des exportations de la région a augmenté de 40 p. 100, dont 33 p. 100 représentent une augmentation des prix et 7 p. 100 une expansion du volume des exportations. Cette situation favorable n'est pas due uniquement aux conditions économiques mondiales, mais aussi au dynamisme avec lequel la plupart des pays latino-américains ont pénétré sur les marchés étrangers. Cependant, on a bien dû constater que dans presque tous les cas les cours des produits de base ont simplement retrouvé des niveaux qu'ils avaient déjà atteints dans le passé et que les termes de l'échange ont été moins favorables que dans les années 50. Etant donné qu'en Amérique latine la croissance économique est étroitement liée aux réalisations dans le secteur extérieur, la question importante est de savoir si les tendances favorables actuelles se maintiendront. Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'évaluer la situation internationale, dans laquelle on trouve de nombreuses variables tant économiques que politiques; il faut aussi tenir compte d'un changement profond des valeurs dans la communauté industrialisée qui a affecté les objectifs de la société. Tous ces éléments serviront de facteurs en vue de déterminer le nouvel ordre international.

61. A l'heure actuelle, cependant, la structure des rapports demeure inchangée : les pays industrialisés forment le centre et le monde en voie de développement la périphérie. Le centre a l'avantage de dominer les marchés financiers et l'on peut craindre de voir se répéter l'expérience du passé, c'est-à-dire que les prix de base industriels demeureront élevés tandis que les cours des produits de base fluctueront, ce qui aura des effets défavorables sur les termes de l'échange en Amérique latine. Bien qu'il y ait un certain nombre d'impondérables, on peut dire qu'il y a actuellement plus d'espoir de parvenir à la conclusion d'accords internationaux sur les cours des produits de base.

62. La hausse des prix à l'importation en 1973 a affecté la balance des paiements dans les pays latino-américains et les intrants destinés à la production agricole. Une inflation importée sérieuse a des répercussions économiques et sociales particulièrement graves dans les pays de l'Amérique latine qui ont une tradition inflationniste, que bon nombre d'entre eux ont récemment tenté de contenir par l'adoption de mesures rigoureuses.

63. La situation économique mondiale constitue un défi sur les plans national, régional et global. Ce défi sur le plan national a fait ressortir clairement les différences entre les divers pays de l'Amérique latine et la nécessité de réviser les critères selon lesquels ces pays ont été classés, en tenant compte de facteurs additionnels tels que les ressources

naturelles, le potentiel énergétique et les possibilités d'accès aux capitaux.

64. Le secrétariat de la CEPAL a classé les pays de la région en trois groupes : ceux qui tirent manifestement des avantages des hausses de prix; ceux qui disposent d'une expérience considérable et qui sont en mesure de faire face à la situation; ceux qui possèdent des ressources moins importantes et auxquels se posent des problèmes sérieux.

65. Pour les pays qui tirent avantage des hausses de prix, le problème réside dans une option entre la consommation actuelle et les investissements futurs. La situation offre de sérieuses possibilités de parvenir au développement autofinancé, de procéder rapidement à des réformes et d'étendre les avantages du progrès à la masse de la population. Pour les pays plus étendus de la région qui ont une marge de manœuvre, la situation internationale pose des problèmes mais offre aussi des possibilités parce qu'ils disposent de ressources naturelles, d'énergie et d'instruments de politique économique qu'ils peuvent utiliser comme armes défensives. L'aspect le plus important est que la situation leur donne une chance de revoir le rôle de leurs marchés nationaux et d'intensifier la coopération régionale. C'est dans les pays moins étendus de la région où l'effet des hausses de prix est le plus grand que se pose le problème le plus sérieux. Il faudra gérer avec soin leur politique interne qui aura besoin d'être soutenue par la communauté internationale et régionale; il y a là un facteur clef dans le maintien de leur stabilité.

66. En ce qui concerne le défi sur le plan régional, l'Amérique latine a déjà fait avec succès l'expérience de la coopération régionale. La situation actuelle offre la possibilité d'une coopération dans de nombreux domaines nouveaux afin d'exploiter les ressources et le sens des affaires existant en Amérique latine.

67. Sur le plan mondial, la crise économique a donné à l'Amérique latine l'occasion de collaborer dans des enceintes internationales à l'élaboration d'un ordre nouveau. Comme les autres pays en voie de développement, ceux d'Amérique latine ont conscience des dangers inhérents à l'ancien système, et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats est née d'une initiative latino-américaine. Un élément essentiel du nouvel ordre international sera la situation des matières premières : aucun ordre international ne pourra durer s'il n'est pas fondé sur des cours équitables des produits de base convenus entre pays producteurs et pays industriels. M. Iglesias croit cependant que les difficultés actuelles sont susceptibles de recevoir une solution rapide et favorable parce que tous les pays ont maintenant pleinement conscience de leur interdépendance.

*La séance est levée à 12 h 55.*